



PREFET DE L'HERAULT

Préfecture

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'environnement

**Arrêté n° 2018-I-818 portant ouverture d'une enquête publique
préalable à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis
nécessaires au projet de reconstruction du centre commercial « Les boutiques de Thau » à Sète.**

**Le Préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU** la délibération n° D-2018-019 du 12 février 2018 par laquelle le conseil municipal de Sète approuve les dossiers d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire et sollicite le lancement d'une enquête conjointe ;
- VU** les dossiers d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de reconstruction du centre commercial « Les boutiques de Thau » à Sète et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à ce projet ;
- VU** l'ordonnance prise par le Tribunal Administratif de Montpellier n°E18000077/34 du 22 mai 2018 désignant Monsieur Patrick GENESTE en qualité de commissaire enquêteur ;
- SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

Le projet de reconstruction du centre commercial « Les boutiques de Thau » situé sur la commune de Sète, présenté par la mairie de Sète, est soumis à une enquête publique qui se déroulera du mardi 4 septembre 2018 à 9h00 au vendredi 21 septembre 2018 à 17h00, soit 18 jours consécutifs.

ARTICLE 2 :

Monsieur Patrick GENESTE, Ingénieur chimiste retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 3:

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les dossiers d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de reconstruction du centre commercial « Les boutiques de Thau » à Sète et à la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à ce projet seront déposés et consultables à la mairie de Sète, siège de l'enquête, aux heures d'ouverture des bureaux, du mardi 4 septembre 2018 à 9h00 au vendredi 21 septembre 2018 à 17h00.

A titre indicatif les heures d'ouverture des bureaux sont les suivantes : du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00 et le samedi de 9h00 à 12h00.

ARTICLE 4 :

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant toute la durée de l'enquête :

- sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Sète aux horaires d'ouverture précités,
- par voie postale au commissaire enquêteur qui les annexera dans les meilleurs délais au registre déposé au siège de l'enquête publique après les avoir visées, à l'adresse suivante :

Monsieur Patrick GENESTE commissaire enquêteur
Mairie de Sète
20 bis rue Paul Valéry
34026 SETE

- auprès du commissaire enquêteur qui recevra en personne le public lors de ses permanences en mairie de Sète (salle du hall de l'hôtel de ville au 20 bis rue Paul Valéry) les :
 - mardi 4 septembre 2018 de 9h00 à 12h00,
 - mercredi 12 septembre 2018 de 14h00 à 17h00,
 - vendredi 21 septembre 2018 de 14h00 à 17h00.

Le commissaire enquêteur pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui en fera la requête dûment motivée.

Il n'est pas prévu que le public communique ses observations par voie électronique.

ARTICLE 5 :

En ce qui concerne l'enquête parcellaire, la notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête publique parcellaire sera faite par le maire de Sète, aux propriétaires concernés (sous pli recommandé avec demande d'avis de réception). En cas de domicile inconnu, la notification est faite en double copie au maire, qui en fait afficher une, et, le cas échéant, aux locataires et aux preneurs à bail rural.

ARTICLE 6 :

La notification du présent arrêté aux propriétaires concernés sera faite également en vue de l'application des articles L311-1 à L311-3 et R311-1 à R311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 7 :

Publicité en mairie

Huit jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée, sauf impossibilité, l'avis annonçant l'enquête devra être affiché, au siège de l'enquête, la mairie de Sète sur les tableaux prévus à cet effet.

Un certificat du Maire justifiant de l'accomplissement de cette mesure de publicité sera transmis au commissaire enquêteur et joint à son rapport.

Publicité dans la presse

Huit jours au moins avant le début de l'enquête, l'avis au public faisant connaître son ouverture sera publié par le Préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Hérault, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

Publicité sur le site internet

L'avis au public d'ouverture d'enquête publique sera consultable sur le site internet des Services de l'État (www.herault.gouv.fr) huit jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute sa durée.

ARTICLE 8 :

À l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera au Préfet l'exemplaire du dossier de l'enquête unique, accompagné du registre, des pièces annexes ainsi que son rapport et ses conclusions motivées.

Le Préfet transmettra le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur à la mairie de Sète.

En cas de conclusions défavorables, le projet pourra faire l'objet d'une délibération motivée du Conseil municipal de Sète réitérant sa demande de déclaration d'utilité publique dans les trois mois après transmission du dossier par le Préfet. Faute de délibération dans ce délai, le conseil municipal sera considéré comme ayant renoncé à l'opération.

Toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, sur rendez-vous, à la Préfecture de l'Hérault, Direction des relations avec les collectivités locales, Bureau de l'environnement et en mairie de Sète, pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 9 :

Les décisions prises par le Préfet de l'Hérault susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure, sont soit, la déclaration d'utilité publique et la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires à la reconstruction du centre commercial « les Boutiques de Thau » sur la commune de Sète, soit des refus.

ARTICLE 10 :

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le maire de Sète, maître d'ouvrage, et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le **12 JUIL. 2018**

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général adjoint

Philippe NUCHO